

Réinventer le financement des mouvements féministes en Afrique : Au-delà de la survie, vers des mouvements durables

Webinaire sur
La Mobilisation des Ressources

Financement Féministe – Garantir les Droits de la Prochaine Génération



Memory Kachambwa
Directeur Exécutif - FEMNET
Modératrice



Immaculate Mugo
Transformative Partnerships & Philanthropy
Officer
UAF-Africa



Linda Wanjiru Kroeger
Policy and Advocacy Manager
Womankind Worldwide



Kasio Staszewska
Manager, Resourcing Feminist Movements
Association for Women's Rights in
Development (AWRD)

Partout en Afrique, les organisations féministes mènent certaines des actions les plus transformatrices du continent. Elles soutiennent les victimes de violences, défendent les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, font entendre les voix marginalisées, remettent en cause les systèmes qui continuent d'exclure les femmes et les filles, et réinventent des économies solidaires alternatives et durables qui respectent l'intégrité écologique et la dignité. Pourtant, malgré leur impact, nombre de ces organisations fonctionnent avec des budgets fragiles, des cycles de financement incertains et des espaces civiques qui se rétrécissent.

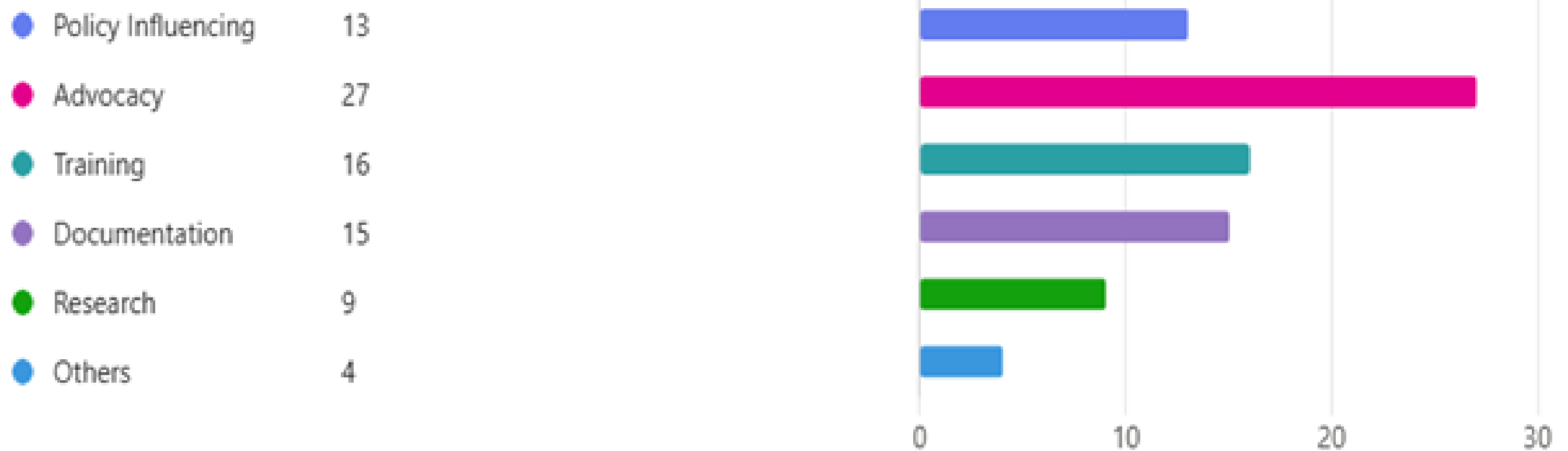
Elles soutiennent les sociétés grâce à un travail de soins non rémunéré et en tant que premières intervenantes en cas de conflit ou de catastrophe.

Les réalités actuelles ont été au cœur de deux webinaires organisés récemment par FEMNET, qui ont réuni des dirigeantes féministes, des militantes et des bailleurs de fonds de tout le continent afin de réfléchir sur la mobilisation des ressources, la pérennité et l'avenir du financement féministe en Afrique. Une question urgente a dominé les discussions : comment les mouvements féministes peuvent-ils assurer leur pérennité dans des contextes où les ressources se font de plus en plus rares? Pour de nombreuses organisations, l'incertitude financière n'est pas une notion abstraite, mais une réalité profondément personnelle. Une organisation locale dirigée par des femmes, située dans l'est de la République démocratique du Congo et venant en aide aux survivantes de violences liées au conflit, ne sait peut-être pas si elle pourra poursuivre ses activités au-delà des prochains mois. Partout sur le continent, de nombreuses organisations doivent constamment trouver un équilibre entre les besoins urgents des communautés et un soutien financier limité. Comme le souligne Memory Kachambwa, directrice exécutive de FEMNET, les organisations féministes ne se contentent pas de faire durer des ressources limitées : elles maintiennent la cohésion des communautés. Elles transforment leurs maisons en refuges, prennent en charge le coût des services essentiels et fournissent d'innombrables heures de conseil et de soins, tout en accomplissant un travail que les États et les institutions omettent régulièrement de financer, de reconnaître, voire de voir.

Au cours des webinaires, Mary Mwangi, responsable de la mobilisation des ressources chez FEMNET, a souligné qu'il ne suffisait plus de compter uniquement sur les financements traditionnels des bailleurs de fonds. Elle a encouragé les organisations à diversifier leurs approches en explorant la philanthropie communautaire, les dons locaux, les partenariats responsables avec le secteur privé, le financement participatif, les dons prélevés sur salaire et d'autres modèles créatifs de collecte de fonds. Cette évolution se manifeste déjà de différentes manières à travers l'Afrique. Au Kenya, certaines organisations féministes renforcent les communautés locales de donateurs grâce à des initiatives de dons mensuels. Au Nigeria, les militants ont de plus en plus recours à la collecte de fonds en ligne lors de situations d'urgence et de manifestations civiques. En Afrique du Sud, des collectifs féministes expérimentent les espaces de travail partagés et la collecte de fonds collaborative afin de réduire les coûts tout en renforçant la solidarité.

Une enquête rapide menée par FEMNET auprès d'organisations, de mouvements et de réseaux féministes dans les cinq régions d'Afrique a révélé que 55 % d'entre eux ne disposaient d'aucune réserve financière. Seuls 16 % ont déclaré disposer de réserves suffisantes pour poursuivre leur action pendant un an, tandis que les autres ont indiqué que leurs réserves ne dureraient pas plus de six mois. Cela témoigne de la fragilité du financement au sein du mouvement féministe. Toutefois, malgré ces difficultés de financement, les participantes ont souligné que leur action se poursuivrait, en mettant l'accent sur le plaidoyer, suivi de la formation, de la documentation et de l'influence sur les politiques.

3. Which core elements of your work will continue? (Tick as many as possible)



Le message était clair : la durabilité ne peut se limiter à survivre jusqu'au prochain cycle de subventions. Elle doit également passer par la mise en place de mouvements résilients, capables de résister aux chocs politiques et économiques. Même si le financement venait à prendre fin, les organisations continueraient à mener à bien leur travail en proposant des services techniques, des formations et des prestations de conseil.

4. How will one sustain the work when funding comes to an end?



L'un des moments forts de ces webinaires a été l'intervention de Kasia Staszweska, de l' Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID), qui a présenté les conclusions du rapport de l'AWID intitulé « Étude intitulée « “Où va l'argent destiné aux droits des femmes ?” ». Les résultats dressent un tableau inquiétant du financement des mouvements féministes à l'échelle mondiale. Selon cette étude, le budget annuel médian des organisations féministes dans le monde s'élève à seulement 22 000 dollars, tandis que celui des organisations féministes africaines est en moyenne d'environ 23 000 dollars par an. Pour des organisations qui défendent les droits, interviennent en cas de crise et influencent les politiques, ces chiffres sont alarmants.

L'étude a également révélé que 81 % des organisations dépendent de sources de financement autonomes, telles que les cotisations des membres, les collectes de fonds locales et le soutien de la communauté. Si cela témoigne de la résilience des mouvements féministes, cela met également en évidence les lacunes importantes laissées par les systèmes de financement traditionnels.

Au cours de ces webinaires, les participants ont souligné les difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses organisations face aux exigences rigides des bailleurs de fonds, aux subventions accordées pour des projets à court terme et aux structures de reporting fastidieuses. Les petites organisations passent souvent plus de temps à démontrer l'impact de leurs actions qu'à mettre en œuvre leurs programmes. Pour les groupes locaux plus récents, en particulier les organisations francophones d'Afrique centrale, l'accès au financement peut s'avérer encore plus difficile en raison des barrières linguistiques, de réseaux limités et des préférences des bailleurs de fonds.

Des participants du Rwanda et de la République démocratique du Congo ont expliqué que de nombreuses organisations passent à côté d'opportunités de financement simplement parce que les appels à projets ne sont pas traduits ou largement diffusés dans les espaces francophones. Ces discussions ont mis en évidence la nécessité de mettre en place des modèles de financement féministes qui intègrent délibérément les mouvements marginalisés et sous-représentés.

Les discussions ont également mis en lumière des organisations qui remettent activement en question les systèmes de financement traditionnels. L'urgent Action Fund-Africa (UAF-Africa) (UAF-Africa) a expliqué comment il redéfinit le financement féministe grâce à des subventions d'intervention rapide adaptées aux défenseuses des droits humains confrontées à des crises à travers l'Afrique. Contrairement aux modèles de financement conventionnels, dont le traitement des demandes peut prendre des mois, l'UAF-Africa apporte un soutien flexible avant, pendant et après les situations d'urgence. Les demandes peuvent même être soumises via des plateformes telles que WhatsApp et Signal, ce qui rend le financement plus accessible aux militantes de base.

Leur approche tient compte d'un aspect que de nombreux systèmes traditionnels négligent : les mouvements féministes ont besoin de bien plus que d'un simple financement de projets. Ils ont également besoin d'un accompagnement collectif, d'un soutien en matière de bien-être et d'une protection pour les militantes et militants qui travaillent dans des conditions difficiles.

Wanjiru Kroeger, de Womankind Worldwide, a apporté un autre point de vue important en soulignant l'importance de modèles de financement souples et fondés sur la confiance, qui permettent aux organisations de s'adapter à l'évolution des réalités au lieu d'être bridées par les priorités rigides des bailleurs de fonds.

Ces discussions revêtent un caractère d'urgence à l'heure où les mouvements hostiles aux droits et à l'égalité des genres influencent de plus en plus le paysage politique et les mécanismes de financement à l'échelle mondiale. Dans plusieurs pays africains, les organisations qui œuvrent en faveur de l'égalité des genres et des droits en matière de justice reproductive sont confrontées à une hostilité croissante, tandis que les sources de financement deviennent de plus en plus disputées.

Pourtant, malgré ces défis, les webinaires ont également mis en évidence l'extraordinaire résilience du mouvement féministe à travers le continent. Les participantes ont échangé des stratégies visant à renforcer les relations avec les bailleurs de fonds, à améliorer la visibilité grâce au storytelling et à tisser des réseaux de solidarité plus solides.

Le rôle de la narration est ressorti avec force tout au long des discussions, car derrière chaque débat sur le financement se cache une réalité humaine. C'est cette adolescente du nord de l'Ouganda qui continue d'aller à l'école grâce au soutien en matière de santé menstruelle apporté par une organisation féministe locale. C'est cette survivante au Soudan qui bénéficie d'un accompagnement psychologique pour surmonter son traumatisme grâce à un réseau d'intervention d'urgence dirigé par des femmes. C'est ce jeune militant qui trouve un soutien juridique et un refuge dans des espaces de solidarité féministe. Financer des organisations féministes ne relève pas de la charité. C'est un investissement dans la justice, la dignité et notre avenir à tous.

En fin de compte, ces webinaires ont réaffirmé un message essentiel : l'avenir du financement féministe ne peut reposer uniquement sur les systèmes de financement traditionnels. Pour être durables, les mouvements ont besoin d'un financement diversifié, d'une collaboration renforcée, d'une autonomie financière, de fonds féministes communs et de relations de financement fondées sur la confiance plutôt que sur le contrôle.

Pour les organisations à la recherche de possibilités de financement, la base de données « Who Can Fund Me » de l'AWID donne accès à plus de 200 bailleurs de fonds soutenant l'égalité des genres et les mouvements féministes : Base de données

Les particuliers et les organisations peuvent également s'impliquer dans les efforts de renforcement des mouvements féministes en adhérant à FEMNET et en participant à ses programmes . Car, en fin de compte, la mobilisation des ressources ne se résume pas à une question d'argent. Il s'agit de soutenir la résistance, de protéger les acquis obtenus difficilement, de partager les connaissances et de veiller à ce que les mouvements féministes à travers l'Afrique disposent des ressources nécessaires pour poursuivre leur action avec la joie féministe qui les anime, et continuer à imaginer et à construire un avenir plus juste et plus digne.